

Réponse 1 :

Nous sommes favorable à une harmonisation des procédures de raccordements qui facilitera le développement des projets à la condition que cette harmonisation soit dans le sens d'une simplification des procédures.

Réponse 2 :

En tant que co-développeur de projet, nous sommes évidemment favorable au raccourcissement des délais d'instructions des études préliminaires. Si TIGF est capable de donner une première information non engageante en 1 mois, GRTGaz doit l'être aussi. Cette première phase doit avoir le même intitulé et les livrables doivent être comparables. Cela simplifiera le traitement des dossiers.

Réponse 3 :

La position de la CRE nous convient : homogénéisation des délais de réalisation et des durées de validité notamment conditionnées aux autorisations. Les délais sont critiques pour le développement des projets et doivent être réduits au minimum.

La mention « de 3 à 6 mois » et de « 6 à 9 mois » nous semble conservative. Si les études peuvent être réalisées en 1 mois chacune sur un projet « simple » elles doivent l'être.

Pour les projets « simples » nous recommandons d'imposer un délai raccourci à discuter avec les transporteurs (2/3mois) pour ces études.

Nous recommandons ensuite, pour les projets dits « complexes » de borner le délai maximal à 6 mois pour chaque étude et d'imposer les meilleurs efforts pour raccourcir les délais d'instruction.

La fusion des deux études doit être évidemment possible avec dans ce cas un raccourcissement des délais d'instruction.

Au niveau du contenu, il est important pour le développeur du projet d'injection d'évaluer les risques de son projet. Le plus gros risque, même si il est réduit sur le transport, est souvent la perte de capacité d'injection sur lequel les GRT ne prennent aucun engagement. Pour évaluer ce risque, il est nécessaire d'imposer aux GRT, dans les livrables des études, d'indiquer la typologie des consommateurs (gros industriel unique/réseaux de distribution/multiples petits industriels...). Ce sujet est discuté par les transporteurs en raison du caractère commercialement sensible de ces informations.

Enfin, d'une manière générale, une simplification/rationalisation des documents serait bienvenue.

Réponse 4&5 :

Les contrats proposés doivent être rationalisés et standardisés entre les GRT pour simplifier le développement des projets. La contractualisation unique si elle permet de rationaliser les documents est une solution à préconiser.

Réponse 6 :

Pas de remarque à ce stade.

D'une manière générale, les documents soumis à l'étude sont en cours de finalisation et nous n'avons pas pu étudier de manière approfondie leurs contenus car nous n'avons pas de projet concrets en direct.

Nous recommandons de réaliser une nouvelle consultation suite au retour d'expérience des premiers projets en GRT, d'ici 18 à 24 mois.